

L'entretien de Jean Sloover avec Isabelle Cassiers et Catherine Delain<sup>1</sup>

# Qu'est-ce que la vie bonne?

Beaucoup d'économistes contemporains affirment que le bien-être croît avec le revenu. À tort?

L'adage populaire l'affirme: l'argent ne fait pas le bonheur. Les économistes classiques –Robert Malthus, John Stuart Mill, Adam Smith...– pensaient d'ailleurs à peu près la même chose. En partie à tort: dans les pays riches, la population est grosso modo contente de son sort d'ici-bas. Pourtant, malgré une croissance économique continue et impressionnante, des enquêtes fiables et régulières révèlent que, depuis des décennies, ce bien-être ressenti par les Occidentaux stagne: le revenu moyen par tête a beau augmenter, les gens ne sont pas plus heureux qu'avant. En Belgique, depuis le premier choc pétrolier de 1973, le PIB réel par habitant s'est accru de 80%, mais la satisfaction que l'existence procure à nos compatriotes a même baissé de près de 9% en moyenne! Toujours est-il qu'existe un hiatus incontestable entre croissance et bonheur. Pourquoi? Explication avec deux économistes de l'UCL.

Isabelle Cassiers, Catherine Delain<sup>2</sup>, dès l'Antiquité, les philosophes ont disserté sur la notion de vie bonne. Comment expliquer que, depuis quelques siècles, le bonheur soit exclusivement associé à la richesse matérielle?

Depuis deux ou trois siècles, nous sommes entrés dans une logique de production qui, désormais, a le profit pour finalité principale. Comme le disait en substance Marx, le bottier ne fabrique plus des bottes par

amour des bottes ou pour nous faciliter la marche, mais pour gagner de l'argent... Forcément, des distorsions considérables surgissent lorsqu'une telle logique est poussée à l'extrême. Les enquêtes de satisfaction de vie qui sont réalisées régulièrement dans les pays industrialisés –et ponctuellement dans d'autres– en attestent: les gens aspirent à autre chose...

Depuis quand la satisfaction de vie des Occidentaux –c'est-à-dire l'évaluation par une personne de la satisfaction globale que lui procure l'existence– n'augmente-t-elle plus? Sur base des données disponibles, elle est constante depuis la fin des années quarante. Les premiers sondages ont été réalisés par des académiques aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. On dispose aussi de données longues mais irrégulières pour le Japon. L'Union européenne a instauré des sondages officiels, et annuels, à partir de 1973. Presque tous ces sondages témoignent d'une stagnation de la satisfaction de vie, alors même que les pays concernés ont connu une croissance économique impressionnante. Depuis 1973, cette stagnation, est très nette dans la majorité des pays européens.

Vous disposez d'enquêtes plus ponctuelles pour d'autres pays du monde. Comment expliquer que les gens, dans certains pays en voie de développement, se disent plus satisfaits de leur vie que les populations des pays développés?

Ce n'est pas une majorité, mais il y a effectivement quelques cas semblables, celui du Brésil notamment. On peut imaginer qu'ils s'expliquent en partie par le fait que les populations concernées sont sensibles à d'autres valeurs culturelles que les nôtres. Que le bonheur de vivre y découle d'autres éléments que la possession de biens matériels considérés par les pays industrialisés comme la principale source de bien-être. Si l'on prend en considération les trois temps longs de l'histoire économique et sociale mis au clair par Fernand Braudel –vie matérielle et spirituelle, économie marchande et capitalisme– on peut penser que les hommes savaient puiser de la gaieté dans des situations inhérentes à la vie matérielle et spirituelle, et que cette capacité subsiste dans des régions du monde où le développement a été moins rapide. Ce n'est qu'une hypothèse... Reste à voir, évidemment, ce qui va se passer à l'avenir dans les économies émergentes comme la Chine où la croissance est fulgurante.

## Toute richesse est relative

Pourquoi la croissance économique vous paraît-elle peu susceptible d'être remise en question?

D'abord parce que le thème de la décroissance est un mauvais produit de marketing politique, un combat mal engagé. Même les écologistes en sont conscients. Alors qu'il reste de nombreux besoins non satisfaits, dénoncer la croissance apparaît

comme une prise de position contre le progrès. La question n'est pas de cesser de croître, de décroître, mais de croître autrement: quel type de croissance voulons-nous? Prendre la croissance comme un but manque de sens. Il faut remettre les finalités humaines au premier plan. Tel est le défi auquel nous sommes confrontés. Il est délicat: regarder la croissance comme un outil au service d'une «vie bonne» pour tous constitue une révolution culturelle. D'énormes intérêts financiers appuient la croissance pour la croissance. L'OCDE, la Banque mondiale, le FMI, les gouvernements en général, sous l'énorme pression des détenteurs de capitaux, sont principalement attentifs à ce que souhaitent les milieux financiers. De plus, historiquement, à la sortie de la guerre 40-45 et vu les privations endurées par les populations, les forces socioéconomiques occidentales ont conclu un compromis fédérateur en faveur de l'expansion que peu de voix ont dénoncé, jusqu'aux mises en garde du Club de Rome sur les dégâts de la croissance au début des années septante. Cela étant, le PIB qui sert actuellement de critère exclusif pour mesurer la progression des niveaux de vie est fondé sur des conventions comptables nées il y a soixante ans dans un contexte différent de celui d'aujourd'hui. N'ayant rien d'immuable, ces conventions pourraient donc être revues: corriger la comptabilité nationale en tenant compte de l'empreinte écologique et du bien-être social est une tâche difficile mais possible!

Toute richesse est relative. On s'habitue aisément à ce que l'on possède et l'envie naît vite de posséder davantage. La propension de l'homme à s'accoutumer à l'acquis semble inhérente à la nature humaine, dites-vous. Mais le système marchand et son formidable appareil scientifique de propagande publicitaire n'exacerbe-t-il pas cette pente naturelle?

Oui, bien sûr. La publicité –comme d'autres facteurs, d'ailleurs– renforce cette difficulté naturelle de l'être humain à parvenir à satiété. La publicité –mais aussi les médias– suscitent constamment des besoins nouveaux et, donc, contribuent massivement au gaspillage des ressources humaines et environnementales. Ceci alimente l'insatisfaction de vie des gens. Beaucoup ont aujourd'hui le sentiment d'être dépassés, d'être prisonniers d'un système anonyme. Pourtant la

consommation de masse rend chacun partiellement complice de la dégradation de l'environnement. L'éducation, l'autodiscipline peuvent beaucoup à cet égard, même si la solution doit passer par des mesures politiques de grande ampleur, aussi difficiles soient-elles.

Des évolutions lourdes comme le travail de la femme n'ont-elles pas également contribué à alimenter un sentiment d'insatisfaction dans une société qui n'a rien prévu pour résoudre les nombreux problèmes posés par son absence du cercle familial où elle jouait jadis un rôle central?

Avec le travail, les femmes ont gagné en autonomie et en liberté. Elles ont aussi apporté une contribution énorme à la croissance, en suscitant la création d'une série d'emplois destinés à accomplir, sous forme de tâches rémunérées, celles qu'elles accomplissaient jadis gratuitement en restant à la maison. Il est vrai que l'absence de la mère a déstabilisé la famille traditionnelle et suscité une série de problèmes comme la multiplication des divorces. Pour autant, cette question est liée à celle, beaucoup plus générale, du lien social qui se délite dans notre société réticulée par le marché. Afin de préserver la vie communautaire, certains comme les Scandinaves ont anticipé ces évolutions. Et mis en place une série de réformes –comme des systèmes fluides de garde pour les enfants– afin de neutraliser les effets pervers, non pas du travail féminin, mais de l'emprise croissante des entreprises et de leurs contraintes sur les ménages.

## Finie, l'histoire?

Un patron de la General Motors a dit un jour: «La clé de la prospérité économique, c'est la création d'une insatisfaction généralisée». L'économie servirait-elle finalement à organiser la rareté?

L'économie guidée par le profit a pris trop de place dans nos sociétés: elle a besoin d'un contre-pouvoir qui lui rappelle que l'accroissement indéfini des biens matériels n'est pas indispensable au bonheur...

De la période reagano-thatchérienne nous avons néanmoins hérité d'un discours –toujours dominant– qui cherche à nous convaincre que l'histoire est finie et que le marché est l'indépensable horizon de l'humain.

J.-F. Octave, «Hope», 2006 © Sabam - Courtesy Gal. Baronian - Francey, Bruxelles. Exposition Picto's - Iselp, jusqu'au 15 juillet 2006 - iselp@iselp.be

nité. Cette fermeture brutale du champ des possibles n'est-elle pas aussi responsable de la stagnation de la satisfaction de vie?

C'est vrai qu'une chape de plomb idéologique pèse sur notre imaginaire politique et engendre un sentiment généralisé d'impuissance. Les académiques portent d'ailleurs leur part de responsabilité dans cette situation, les économistes en particulier: leurs analyses et leurs prescriptions normatives –lesquelles inspirent largement les décideurs...– se donnent aujourd'hui pour scientifiques, alors qu'elles se présentaient naguère comme politiques. Cela étant, il ne s'agit pas de sortir du capitalisme –ce n'est pas à l'ordre du jour– mais, comme nous le disions, de le réguler. Il s'agit de remettre en place un cadre qui le contienne et qui lui donne du sens à l'instar de ce qui fut fait à la Libération. Instruits par la crise des années trente et ses tragiques conséquences, les Nations unies ont alors instauré, à Bretton Woods, un nouveau système monétaire international. Au même moment, en Belgique, les interlocuteurs sociaux ont mis sur pied notre système de Sécurité sociale. Dans le monde globalisé qui est désormais le nôtre où les salariés sont mis en concurrence, une telle réforme est déjà fort ambitieuse, même si un mouvement de fond nous paraît en marche: la planète que nous laissons aux jeunes sera, pour eux, si lourde à porter qu'ils devront inévitablement agir... Nous pouvons les y aider. ▲

<sup>1</sup> Isabelle Cassiers est professeur au Département d'économie de l'UCL. Catherine Delain est licenciée en économie.

<sup>2</sup> «La croissance ne fait pas le bonheur: les économistes le savent-ils?», *Regards économiques*, Institut de Recherches Économiques et Sociales, mars 2006, numéro 38, 14 pages. Le texte est téléchargeable à l'adresse suivante: <http://www.uclouvain.be/regardseconomiques>.